La mise en place du dualisme syndical tessinois : les chrétiens-sociaux et leurs rapports avec les fédérations de l'USS (1895-1945)

Autor(en): **Rossi, Gabriele / Gandolla, Alberto**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier**

Band (Jahr): **36 (2020)**

PDF erstellt am: **26.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-880814

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

LA MISE EN PLACE DU DUALISME SYNDICAL TESSINOIS : LES CHRÉTIENS-SOCIAUX ET LEURS RAPPORTS AVEC LES FÉDÉRATIONS DE L'USS (1895-1945)

GABRIELE ROSSI, ALBERTO GANDOLLA

La population du canton du Tessin était à 98% catholique en 1900 ; le pourcentage dépassait encore 90% en 1960. Pourtant, la mouvance chrétienne-sociale du syndicalisme a mis un demi-siècle pour trouver sa place dans le canton. Cet article vise à mieux comprendre les raisons de cette difficile implantation syndicale.

Au cours du XIXe siècle, les associations catholiques actives dans le secteur social et de la charité se développent fortement. L'Association Pie IX s'organise dans le canton en 1861 (*Piusverein* en Suisse, 1857) et commence tout de suite son activité sociale, pour se transformer plus tard en *Azione cattolica*[1]. Des associations syndicales de travailleurs apparaissent aussi juste à temps au Tessin pour être condamnées en 1864 par le *Syllabus* de Pie IX, qui les inscrit dans le cercle du libéralisme antireligieux[2]. Des sections du *Grütliverein* sont fondées par les cheminots suisses alémaniques et protestants, qui voient dans l'ultramontanisme l'obstacle « qui empêche de dissiper les ténèbres spirituelles et politiques des vallées du canton »[3]. L'anarchisme qui prend pied grâce aux ouvriers des carrières de granit présente aussi une telle composante.

Le nouveau régime de 1893 voit la participation au pouvoir politique à la fois des radicaux et des conservateurs, mais ne parvient pas à apaiser la polémique religieuse. Celle-ci s'insinue aussi dans les débats autour du mouvement ouvrier, qui se structure au tournant

[1] Aldo Abächerli, « Attività caritative cattoliche in TI nei primi 50 anni di vita della diocesi », Antonio Gili (dir.), *Diocesi di Lugano e carità : dalla storia uno sguardo al futuro*, Lugano, Caritas, 1993.

[2] Carlo Felice Casula, « Sinistre cristiane e socialisti religiosi », Aldo Agosti (dir.), *Enciclopedia della sinistra europea nel XX secolo*, Roma, Editori Riuniti, 2000, p. 573.

[3] Schweizerischer Grütliverein, *Jahres-Bericht 1887-1888*, Zurich.

du siècle, bien qu'Emilio Bossi, qui sera le dirigeant du courant de l'*Estrema* du mouvement radical[4], écrive déjà en 1896 : « Le prolétariat, désillusionné par les slogans rhétoriques sur la patrie, la liberté et le progrès, a bien d'autres préoccupations que l'anticléricalisme en tant que fin en soi. »[5]

Si l'anticléricalisme est présent dans tous les cas, seuls les transfuges du radicalisme l'expriment de façon claire et sans concession ; cela conduit à deux positions opposées dans le débat qui s'ouvre sur le syndicalisme catholique suite à l'arrivée, par ailleurs tardive dans la région tessinoise, de l'encyclique *Rerum novarum* de Léon XIII (1891)[6].

Esquisses d'union

L'*Arbeiterunion* de 1873, à laquelle se substitue l'Union syndicale suisse (USS) en 1880, renaît de ses cendres en 1887 à Aarau. Elle conçoit une vision unitaire du mouvement ouvrier et rassemble différents syndicats, le *Grütliverein*, des sociétés ouvrières catholiques et évangéliques, ainsi que des caisses maladie.

Cette structure, qui apparaît alors que le Parti socialiste en Suisse n'existe pas encore (il sera fondé en 1888), est popularisée au Tessin par Herman Greulich. Le premier juin [1896] Greulich tient une conférence à Bellinzone ; le public, 200 personnes, est composé pour les trois quarts de Suisses alémaniques. « Ce n'était pas des idées subversives » que celles de l'orateur, précise le correspondant de la *Gazzetta ticinese*. Greulich cherchait à obtenir un organisme syndical cantonal reconnu par les autorités et y faisant référence[7].

L'après-midi de ce même dimanche, une vingtaine de personnes fondent l'Union ouvrière tessinoise, dirigée par la section du *Grütli-*

---

[4] Willy Gianinazzi, « Speranze, delusioni e ruolo storico dell'estrema sinistra radicale ticinese (1893-1908) », *Archivio storico ticinese* n° 90, 1982. En 1897, il est à l'origine de l'Unione radicale sociale ticinese, l'aile gauche du parti qui prône des réformes sociales. L'*Estrema radicale* qui naît en 1902 et est active jusqu'en 1910, s'inscrit dans la même orientation.

[5] *Gazzetta ticinese*, 26 juin 1896.

[6] Giorgio Zappa, « L'eco della *Rerum novarum* in Ticino », in *Risveglio* n° 4, 1992. Le numéro de la revue est consacré à la rencontre sur « La *Rerum novarum* e il movimento cattolico nel Ticino », Mendrisio, 29-30 novembre 1991. Voir aussi A. Gili « L'Azione sociale », L. Vaccaro, G, Chiesi, F. Panzera (dir.), *Storia religiosa della Lombardia : complementi, 1. Terre del Ticino Diocesi di Lugano*, Brescia, La Scuola, 2003.

[7] Gabriele Rossi, *Sindacalismo senza classe*, Bellinzona, Fond. Pellegrini-Canevascini, 2002, p. 78.

verein de Bellinzone. Toutefois, nous sommes dans une période de crise ; quand la demande de financement public, proposée au Grand Conseil le 24 novembre 1897, tombe à l'eau, tout le projet s'enlise.

L'Union ouvrière vivra un déclin progressif en Suisse dès que l'USS aura choisi de se placer sur le plan de la lutte des classes[8]. Bien vite, en 1907, apparaissent alors la Fédération suisse des syndicats chrétiens et la première forme d'entraide des travailleurs évangélique, la Caisse d'entraide sociale évangélique – organisations qui, elles, refusent la lutte des classes.

Au sud des Alpes, le Grand Conseil discute de l'institution du Secrétariat ouvrier nommé par le Conseil d'État. Une partie de l'assemblée propose que l'élection soit l'affaire « des sociétés ouvrières légalement constituées »[9], comme c'est le cas ailleurs en Suisse. Un nouvel obstacle apparaît alors : un fonctionnaire cantonal serait choisi par des associations qui ont une très grande majorité de membres étrangers. Le conservateur Giuseppe Motta met sur le tapis un argument qui sera soulevé régulièrement par la suite :

> Si le secrétaire est nommé par les associations, il constituera un élément d'agitation économique au détriment du pays. Il soutiendra une classe en lutte contre l'autre. Et les luttes de classe produisent dans notre pays des conséquences bien tristes[10].

Il n'y a pas de socialistes au Grand Conseil avant 1905 ; dans la salle, on n'entend aucune voix s'élever contre ces arguments. Toutefois, le parcours qui va mener, pour la première fois, à une querelle à propos du syndicalisme catholique vient de commencer.

Des années cruciales

La loi sur le travail, présentée au Grand Conseil le 16 mai 1904, attribue une subvention à la *Camera del Lavoro* (CdL), organisme faîtier cantonal des syndicats adhérant à l'USS, dont le secrétaire ne sera donc pas un fonctionnaire. En revanche, l'État reconnaît la centralité de la CdL dans le panorama syndical. La mouvance catholique est aussi en train de s'organiser depuis deux ou trois ans, sous l'impulsion d'une part du *Circolo di studi sociali* à Locarno (1902-1905), animé par le père Luigi Simona, qui n'exclut pas la collaboration

---

[8] Statuts de 1906.
[9] Processi Verbali del Gran Consiglio (PVGC), sess. ord. prim. 1902, p. 441.
[10] *Ibid.*, p. 442.

avec la CdL; et d'autre part sous l'impulsion des premières *Leghe operaie cattoliche* (LOC, 1902-1903) du père Carlo Roggero, ligues ouvrières catholiques en lutte contre la CdL et constituant la première forme de syndicats au sein du monde catholique tessinois.

La question principale devient, à ce moment-là, de savoir si la CdL peut constituer ou non le centre de tout le mouvement syndical[11]. La position de l'Église est claire; l'historien Giorgio Cheda explique ainsi qu'« une question sociale se pose pour l'évêque, car il existe une propagande athée qui cherche à déraciner les principes de la religion chrétienne »[12]; il s'agit donc de rejeter toute entente avec l'ennemi. Ceux qui sont plus proches des associations ouvrières discutent en revanche longtemps de la voie à suivre.

Cette bataille des idées se développe ensuite surtout à propos du modernisme, tendance soutenue en Italie en particulier par Romolo Murri et Ernesto Buonaiuti; la question mènera à la rupture entre le père Simona et le père Roggero à propos de la meilleure manière d'organiser la classe ouvrière et paysanne, mais encore plus autour de l'enjeu d'une reconquête d'une influence prépondérante pour le secteur conservateur du mouvement catholique.

Les thèses de Murri sont discutées par Giuseppe Rensi qui, en 1905, est l'un des trois premiers représentants socialistes au Grand Conseil. Le philosophe se définit comme « socialiste religieux »; il écrit à Murri :

> [...] depuis longtemps votre attitude et votre œuvre [...] m'intéressent immensément; de même m'intéressent les tentatives de vos partisans d'ici, avec lesquels, bien qu'éloigné quant au point de départ et à la foi, je me sens lié par le goût commun des choses spirituelles et par la passion dans la recherche de nouvelles voies[13].

Rensi, qui vient de laisser sa place au socialiste Mario Ferri, est, comme son successeur, convaincu que, par la discussion, on trouvera la solution permettant l'unité des forces ouvrières. Les « partisans d'ici », dont il est mention dans la lettre, sont les amis du père Simona.

---

[11] « Le subside de l'État n'est accordé qu'à la CdL de Lugano qui est aujourd'hui l'unique représentant légal de la classe ouvrière de tout le canton. » PVGC sess. ord. prim. 1904, intervention Borella à propos de la loi sur le travail, 16.5.

[12] Giorgio Cheda, « Le origini del movimento cristiano-sociale nel Ticino 1890-1919 », *Archivio storico ticinese* n° 35, 1968, p. 171.

[13] Lettre de G. Rensi à R. Murri, Bellinzona, 6 novembre 1905, Archivio carteggio Murri, Firenze, cit. in Daniela Sarasella, *Romolo Murri e il movimento socialista (1891-1907)*, Urbino, Ed. Quattro Venti, 1994, p. 130.

En 1906 commence à Locarno l'activité du premier secrétariat stable des LOC, qui publie un journal[14].

Après le Modernisme, les espaces se ferment

1907 est l'année culminante de la recherche de nouvelles voies au sein du monde catholique. Et le climat change nettement. Murri est suspendu de son office religieux, toute activité politique des catholiques qui ne passe pas par la hiérarchie est interdite. Au Tessin, on constate une transformation importante parmi les responsables du camp catholique : l'abandon de l'action sociale par le père Simona ouvre la porte à « ces hommes, d'idées conservatrices, méfiants au plus haut degré face au mouvement socialiste » dont parle Cheda[15].

À la direction de la CdL s'installe le jeune Guglielmo Canevascini, très proche de l'*Estrema*, d'orientation anticléricale. L'espace pour une « libre discussion » prévu par *Cultura moderna* va se fermer ; est en revanche privilégiée l'attitude de ceux qui voyaient dans le projet du père Simona une opportunité pour diviser les catholiques[16].

Le question du syndicalisme catholique et de ses rapports avec la CdL n'apparaît plus dans les discours publics de l'évêque, ni dans les matériaux internes de la CdL. Cheda en attribue la cause à la petitesse du mouvement : « nous sommes face à une phase de régression par rapport aux principes théoriques annoncés par le *Circolo*[17]. »

La neutralité en matière religieuse du syndicalisme inquiète l'autorité ecclésiastique, qui voudrait en faire une composante active du monde catholique. Elle ne satisfait pas non plus une partie des dirigeants socialistes, qui souhaiteraient une orientation anticléricale pour le syndicalisme. Le débat se limite toutefois aux interventions au Grand Conseil lors de la discussion de la subvention à la CdL et à quelques rares polémiques dans la presse, car le syndicalisme de gauche ne perçoit aucun péril et se conduit comme si son hégémonie dans le monde ouvrier était garantie.

En 1909, les responsables de la mouvance chrétienne-sociale préparent un programme détaillé de tutelle des travailleurs et des paysans pour les élections cantonales, dans lequel ils demandent d'organiser

---

[14] *Bollettino del Bureau Popolare*, mensuel de mai 1906 à avril 1907, transformé en *Gazzetta del Lavoratore*, bimensuel jusqu'en 1917, hebdomadaire jusqu'en 1919.

[15] Giorgio Cheda, *op. cit.*, p. 199.

[16] *Ibid.*, p. 208 note 3.

[17] *Ibid.*, p. 200.

un Office cantonal du travail. La proposition est faite aussi par le socialiste Macchi en décembre 1908 et confirmée au congrès du parti en mai 1909. Les mêmes thèmes reviennent mais sans discussion entre les deux camps.

Parmi les polémiques de presse, la seule qui mérite d'être rappelée est la dénonciation des pensionnats religieux pour les ouvrières[18] en Suisse alémanique, relayée au Tessin par *Su compagne!*, le journal de propagande socialiste dirigé par Angelica Balabanoff et Maria Giudice en 1905-1906.

À la veille du conflit mondial

Dans les procès-verbaux de la CdL, on ne trouve qu'en 1910 des observations concernant le christianisme social. Les efforts des cléricaux menacent de diviser les travailleurs en deux camps ; on propose d'intensifier la propagande en faveur de la seule centrale syndicale reconnue par l'État, la CdL[19].

Le premier accrochage sérieux concerne la participation du mouvement catholique à la Commission de surveillance des apprentis. Chez les socialistes, Mario Ferri, qui, avec les autres dirigeants socialistes luganais, était déjà en conflit avec Canevascini, propose ironiquement, dans *L'Aurora* du 16 août 1912, de mettre à l'épreuve la LOC de Locarno ; les autorités profitent de l'occasion et en invitent des représentants.

Canevascini, influencé par les positions politiquement très radicales des immigrés (1912 est l'année du congrès du Parti socialiste italien où Mussolini élimine la droite réformiste), adopte avec succès une position dure contre la présence des LOC. Il souligne à plusieurs reprises les aspects qui justifient à ses yeux le refus de pactiser avec les chrétiens-sociaux : aucun respect de la neutralité religieuse, rupture avec le mouvement ouvrier, concept interclassiste qui est la négation même du terme de syndicat : « [...] ce n'est pas de notre faute s'ils sont une association patronale et confessionnelle et non pas un syndicat ouvrier. »[20]

---

[18] Cf. Yvonne Pesenti, « Una particolarità della storia del lavoro femminile nell'industria tessile svizzera. I convitti industriali », Yvonne Pesenti (dir.), *Femminile plurale. Itinerari di storia della donna in Svizzera dall'Ottocento a oggi*, Lugano, Fond. Pellegrini-Canevascini, 1992, pp. 95-113.

[19] Archives FPC 25 fonds Mario Ferri, sc. 3, Verbali della CE CdL 26.9.1906-1929, seduta del 22.5.1910.

[20] « Echi e commenti », *L'Aurora* n° 96 du 29.11.1912.

La scission socialiste de 1913 et le début de la guerre mondiale, précédé par la crise des banques, affaiblissent le mouvement ouvrier, touché encore en 1915 par l'entrée en guerre de l'Italie et par le départ de Suisse d'un grand nombre d'ouvriers italiens. Du côté chrétien-social, seul un petit groupe à Locarno résiste, ainsi que la Caisse de secours mutuel fondée en 1906. Les problèmes, en revanche, ne manquent pas : chômage, longues périodes de service actif mal payé et sans compensation, augmentation rapide du coût de la vie.

Une période de radicalisation

Ce n'est qu'en 1916, comme partout en Suisse, que la population, et en particulier les femmes, atteint un degré d'exaspération sociale très élevé. Au Tessin, les principaux secteurs industriels ont souvent une main-d'œuvre féminine : le tabac, l'alimentation et le textile. Ce sera un terrain de confrontation entre les Sociétés ouvrières catholiques et la CdL. Les ouvrières « laissent faire [...] Elles rient et plaisantent quand on leur parle de s'associer, de solidarité et de revendications. Elles tremblent devant le patron »[21]. Elles ne gagnent même pas la moitié de ce qui permet la vie d'une famille de cinq personnes, affirme la *Gazzetta del Lavoratore*[22], le journal des LOC, et les interviews réalisées par Eve Hermann le confirment[23].

Dans les fabriques de tabac de Brissago, les LOC avaient créé une section de caisse maladie d'une centaine de membres parmi les 600 ouvrières, mais elles étaient réduites à une trentaine « parce qu'elles ne tombaient jamais malades »[24]. La section de la Fédération suisse des travailleurs du commerce, des transports et de l'alimentation (FCTA) compte, lors de la grève de 1916, 520 inscrits. Si, en principe, elles appuient la grève, les LOC accusent les dirigeants syndicaux socialistes d'utiliser l'argent des cotisations pour payer aux grévistes le voyage en carrosse depuis Locarno et d'avoir poussé les participants au défilé à lancer des pierres contre les maisons des briseuses de grève, ainsi que contre la cure[25].

---

[21] Article d'Henri Viret, secrétaire romand de la Fédération suisse des travailleurs du commerce, des transports et de l'alimentation (FCTA) 1909-1920, *Libera Stampa* du 9.6.1916.

[22] Du 30.6.1916.

[23] Eve Hermann-Martin & Delta Geiler-Caroli, *Storie di sigaraie*, documentaire RTSI, Lugano, 1981.

[24] « L'agitazione operaia a Brissago », *Gazzetta del Lavoratore*, 16.8.1916.

[25] *Ibid.*, 15.9.1916.

L'accord enfin souscrit prévoit le principe de l'organisation ; les LOC parlent de violences pour contraindre les ouvrières à adhérer à la FCTA et rappellent la liberté syndicale, soulignant que leurs membres n'ont pas boycotté la grève[26]. Les impressions que suscitent les faits de Brissago, longtemps conservées dans la mémoire, sont celles d'un accrochage sur toute la ligne entre le syndicalisme de gauche et les chrétiens-sociaux. L'hostilité se répète dans les mois qui suivent lorsque le mouvement s'élargit au Mendrisiotto. En novembre et décembre 1916, l'hebdomadaire socialiste *Libera Stampa* déclenche une polémique contre le père Roggero, responsable des LOC.

Extrémisme réel ou prétexte commode ?

Les conditions de vie de plus en plus difficiles poussent les employées et employés à s'approcher des milieux ouvriers et de leurs organisations. C'est le cas des enseignants au début de 1917 et ce sera celui des employés de l'administration cantonale (des magistrats aux cantonniers) en 1918, des facteurs et des cheminots. Il s'agit de travailleurs qui vivent à fond l'idée de service, un concept éthique qui débouche souvent sur une considération religieuse, la « mission ». Cet aspect est présent plus particulièrement dans l'école et dans les hôpitaux, depuis longtemps deux secteurs d'activité de l'Église, dénués de formes syndicales. L'habitude de compter surtout sur les appuis politiques (« avoir un saint au Paradis ») perd de la force face à la montée de la critique contre le gouvernement.

Sur le terrain, le choc a lieu avec l'Église, bien plus présente et puissante que les syndicats catholiques. Lors de l'agitation des cigarières du Mendrisiotto, les activistes soulignent deux aspects : l'action des curés pour convaincre les ouvrières de se désyndicaliser et la nécessité de rappeler la neutralité de la CdL.

Le ton monte des deux côtés ; mais c'est surtout la dégradation de la situation et les actions agressives, comme la destruction de la Centrale du lait à Bellinzone en mars 1918 qui va fixer les positions d'une manière très nette, dans un contexte marqué par les échos de la révolution russe et par la peur qui gagne dès lors la bourgeoisie, obsédée par la menace de grève générale qui pourrait se transformer en révolution[27].

---

[26] *Ibid.*, 30.9.1916.

[27] Gabriele Rossi, « Point de Grève générale au Tessin ? Les raisons d'un échec partiel », *La Grève générale de 1918. Crises, conflits, controverses*, Zurich-Lausanne, Chronos-Éditions d'en bas, 2018, pp. 275-292.

La presse met toute sa force dans une campagne anti-bolchevique qui, dans la réalité tessinoise, prend plutôt une tonalité antigermanique et xénophobe ; elle contribue de toute façon à accélérer le processus de création de mouvements chrétiens-sociaux.

Les documents n'indiquent que deux occasions d'affrontement : les chrétiens-sociaux s'opposent à l'organisation obligatoire, soit, lors de la signature d'un contrat collectif, le fait que les patrons s'engagent à n'employer que des salariés membres du syndicat, afin de mieux contrôler le marché du travail. Dans la situation particulière du Tessin, où seule la CdL est reconnue par les autorités, l'organisation obligatoire s'oppose à la liberté syndicale et suscite de nouveaux conflits. Les dirigeants nationaux, descendus à Lugano début septembre 1918, sont aussi sceptiques quant à l'application d'une telle mesure.

Face à la grève générale de juillet, la position des chrétiens-sociaux est prudente : « La grève peut dévier facilement en désordre, exciter le peuple et le conduire au-delà d'où on voudrait aller. »[28] L'action leur paraît pourtant nécessaire pour rompre les liens entre capitalisme, accapareurs, marché noir et politiciens.

L'orientation des chrétiens-sociaux est différente lors de la grève générale de novembre. Bien que cinq des neuf revendications aient été aussi proposées par le Comité d'action des chrétiens-sociaux suisses, le mouvement condamne la méthode d'action : toutefois, l'appel lancé la veille de la grève n'est publié par la *Gazzetta del Lavoratore* que le 23. Celui du groupe chrétien-social de Bellinzone est reproduit le 16 et il invite à se mettre à la disposition des autorités.

Ce groupe, fondé en juin, est intéressant : il s'organise comme une structure parasyndicale ; les membres restent dans le *Schweizerischer Zugpersonalverein* (SZPV) qui va les exclure le 8 décembre, au terme d'un long débat. Douze personnes signent une lettre pour dénoncer cette exclusion. C'est à ce moment que nous pouvons fixer la rupture définitive par rapport à l'Union syndicale suisse et la création d'un noyau syndical alternatif. L'assemblée générale du 15, après une discussion sur la grève de novembre que des militants justifient en niant tout caractère révolutionnaire, donne une forme plus syndicale au groupe. Dans son numéro du jour précédent, la *Gazzetta del Lavoratore* avait annoncé que les bases du syndicat chrétien-social avaient été jetées.

---

[28] « Lo sciopero di Lugano », *Gazzetta del Lavoratore*, 20.7.1918, cité aussi par Antonio Gili, *op. cit.*, p. 58.

La CdL semble avoir perdu du crédit au début de 1919 (mais en réalité seuls les employés vont l'abandonner), ce qui accroît la volonté de profiter de l'occasion : « Et alors pensons à lui [la CdL] enlever le caractère d'officialité, d'institution légale, qu'elle conserve encore. »[29] Mais elle n'a pas participé à la grève, tout en n'y étant pas opposé. Cela rend peu crédible les accusations qui veulent y voir une organisation révolutionnaire. La solidarité avec le mouvement de grève constituait le minimum attendu, ce que le Congrès ouvrier de décembre 1918 à Berne a reconnu sur le plan national.

Le grand débat à propos de la neutralité de la CdL se trouve placé devant l'alternative entre un Secrétariat du travail sous le contrôle de l'État et une pluralité d'initiatives syndicales qui prennent ouvertement en considération les différentes positions politiques ou religieuses. C'est la fin du rêve unitaire.

L'Organizzazione cristiano-sociale ticinese (OCST)

La grève générale de novembre 1918 représente un vrai choc pour les chrétiens-sociaux, tant au niveau national qu'au plan cantonal ; le mouvement cherche à se reconstituer. La date de naissance officielle de l'Organizzazione cristiano-sociale ticinese (OCST) intervient le 18 mai 1919 ; la base idéologique est fondée sur la nécessité du pluralisme syndical et sur la primauté du dialogue, de la négociation avec le monde patronal. L'événement ne suscite pas de grands titres, mais il est critiqué à travers de nombreux articles, comme ici dans les colonnes de la *Libera Stampa* :

> La religion en danger est le prétexte ; l'exploitation des ouvriers la vraie raison. Derrière les curés il y a les patrons [...]. Jamais aucun curé ne s'est scandalisé et n'a invité les patrons conservateurs à se détacher des libéraux et des francs-maçons pour fonder une organisation séparée[30]. Des patrons qui ont obligé, qui obligent leurs salariés, surtout les femmes, les apprentis, à entrer dans cette Ligue traître, qui jette les ouvriers contre les ouvriers au profit des patrons[31].

Le 16 novembre 1919, une nouvelle assemblée approuve les statuts et au début de 1920 paraît le premier numéro de l'hebdomadaire *Il Lavoro*.

---

[29] « Cronaca sociale », *Gazzetta del Lavoratore* du 28.2.1919.

[30] « Pagina del Lavoro », *Libera Stampa*, 31.5.1919.

[31] « Pagina del Lavoro. Una Lega gialla a Lugano » (article en gras), *Libera Stampa*, 13.6.1919.

Le groupe luganais, formé autour des ouvrières de la Compagnie suisse des chocolats et cacaos de Besso, sera le plus actif de cette phase de l'OCST, mais il périra, victime de la crise des années 1919-1924. Les syndiqués de l'OCST tombent de 621 en 1920 à 234 en 1923 (3081 et 1603 pour la CdL); seule la caisse maladie tient bon et passe de 859 membres en 1920 à 1083 en 1929, année pendant laquelle le syndicat touche le minimum avec 63 inscrits. Des divergences idéologiques et personnelles avec les deux premiers secrétaires Fridolino Oeschger (1920-1924) et Pio Meyer (1925-1928) semblent avoir contribué à ce déclin.

Le panorama politique évolue avec l'entrée au Conseil d'État du socialiste Canevascini et son alliance pour gouverner avec les conservateurs; aux frontières, mais aussi dans le canton, le fascisme fait rage.

Contre le syndicalisme chrétien-social, il y a au début une campagne de presse assez dure et la publication, en 1920, du pamphlet *Leghe rosse, leghe gialle* du sanguin Pietro Barana[32]. Avec l'élection de Canevascini en 1922, le climat est plus calme et l'année suivante, le socialiste propose une subvention à l'OCST pour l'assistance légale qu'elle offre, tout en maintenant un jugement négatif sur les chrétiens-sociaux. La question du subside annuel au syndicat, demandé dès 1920 par l'OCST, ne sera résolue qu'en 1944, en même temps que pour le nouvellement fondé *Sindacati ticinesi liberi*, de tendance libérale.

Après la crise au sommet de l'organisation en 1924, la situation reste bloquée pour l'OCST jusqu'en 1928, lorsque, suite aux démissions de la direction, l'évêque, Mgr Aurelio Bacciarini, va promouvoir la restructuration du syndicat qu'il confie au père Luigi Del Pietro, lequel entre en fonction comme secrétaire le premier septembre 1929.

Les années de la Grande Dépression

C'est à partir de ce moment que l'essor de l'OCST peut commencer (1030 membres en 1933, 2154 en 1936, 4035 en 1938, 7875 en 1943, 10 804 en 1945; CdL 10 956 en 1945).

L'évêque suspend la publication du journal syndical *Il Lavoro* entre 1927 et 1932, à l'avantage du nouveau *Giornale del Popolo*, quotidien qui s'intéresse à la vie religieuse et sociale toute entière; l'hebdomadaire reparaît ensuite en 1933 avec un tirage annoncé de 3400 exemplaires.

La crise mondiale touche le Tessin avec force; le chômage atteint son maximum en 1936 mais la situation reste difficile jusqu'à la guerre

[32] Pietro Barana, *Leghe rosse e leghe gialle*, Lugano, Camera del Lavoro, 1920.

ainsi que pendant celle-ci. Le père Del Pietro base son action sur une organisation unitaire, interprofessionnelle, qui lui offre une rapidité plus grande et la possibilité d'ouvrir des sièges régionaux qui permettent à l'OCST de mieux couvrir le territoire[33] ; en plus, il peut compter sur un journal qui représente le syndicat tout entier. L'OCST apparaît alors comme plus combative, disposée à utiliser l'arme de la grève[34].

Le père Del Pietro sait se distinguer face à la CdL, comme lors du projet de loi avancé par les socialistes et la CdL en mai 1930 sur les vacances ; il soutient alors la position de ceux qui privilégient une augmentation salariale, qu'il voit mieux servir les intérêts des familles plutôt que du temps libre passé au bistrot. En 1933, l'OCST inaugure la Maison du peuple de Lugano, tandis que la CdL n'arrive pas à concrétiser son propre projet ; la structure « de pacification sociale » s'oppose à celle « d'auto-émancipation, de lutte de classe »[35] et le fait d'utiliser le même nom sent la provocation.

En période de crise, il est fondamental de pouvoir s'appuyer sur la capacité d'offrir de l'aide aux personnes précarisées ; la caisse de chômage, la caisse maladie chrétienne-sociale, mais aussi la Corporation agricole depuis 1938, le secrétariat féminin, les colonies de vacances pour les enfants depuis 1936 (Colonia Leone XIII)[36]. L'évêché offre parfois des prêts relativement importants. Entre 1933 et 1936, l'OCST double ses effectifs, tandis que la CdL piétine.

À partir de 1935, avec l'alliance gouvernementale entre les conservateurs et les libéraux qui contraint les socialistes à l'opposition, le mouvement chrétien-social intéresse le Parti conservateur ; De Giorgi et Masina sont les deux premiers chrétiens-sociaux à entrer, cette année-là, au Grand Conseil dans les rangs des conservateurs. Au Parlement cantonal s'instaure ainsi une relation entre les députés socialistes et chrétiens-sociaux, faite de débats, de confrontations mais aussi de convergences.

Les contrats collectifs de travail, dont les premiers sont signés à la fin de la grève de juillet 1918 à Lugano, trouvent, une quinzaine d'années

---

[33] Dans un rapport à l'USS de 1943, Visani, secrétaire de la CdL, observe : « La situation actuelle montre une claire contradiction : les corporatistes sont organisés sur le terrain de classe ; nous, anticorporatistes, sommes organisés sur un terrain rigidement corporatif. », Archives FPC 3, fonds CdL, sc. 12.6.4.

[34] Domenico Visani utilise ces termes dans une lettre de 1946.

[35] Mario Scascighini, *La Maison du peuple. Le temps d'un édifice de classe*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 1991, p. 147.

[36] Alberto Gandolla (dir.), *Una vita per la giustizia. Monsignor Luigi Del Pietro prete per il mondo del lavoro*, Pregassona, Fontana Print, 2017.

Inauguration de la Casa del Popolo de l'OCST, Lugano, 29 octobre 1933. Archivio OCST, Lugano.

plus tard, une application dans certaines branches grâce à la collaboration entre les deux syndicats, qui prônent aussi, quelquefois ensemble, de nombreuses mesures contre le chômage.

Le monde catholique appuie son syndicat, à partir des évêques (Aurelio Bacciarini 1917-1935, puis Angelo Jelmini 1936-1968), qui parfois modèrent les prises de position de Del Pietro. Le maillage des paroisses et des institutions du diocèse constitue un atout; Visani, secrétaire de la CdL, se plaint, dans les années 1940, de ne pas pouvoir acheter un appareil pour projeter des films, tandis que les chrétiens-sociaux peuvent utiliser ceux des patronages paroissiaux. Malgré tout, le père Del Pietro considérait que les curés l'appuyaient trop peu, parce que conservateurs dans les questions sociales et partisans du *quieto vivere* (vie sans souci).

La guerre et la Communauté syndicale

En 1936, le père Del Pietro, à partir des indications de l'encyclique *Quadragesimo Anno* (Pie XI, 1931), publie un livre sur la corporation[37], mais la proximité de l'Italie fasciste empêche dès le départ une discussion apaisée autour de ce thème; les anticorporatistes l'accusent tout de suite de faire de l'œil au régime de Mussolini. Le temps est toutefois à la négociation, à la paix du travail (1937), à la communauté professionnelle. En 1940, l'OCST propose, après la *Comunità dei partiti* apparue en automne 1939, la *Comunità sindacale* (1940-1945), que la CdL accepte dans l'espoir de déplacer vers la gauche le mouvement chrétien-social grâce à l'unité d'action.

L'accord, établi au sommet, permet d'obtenir quelques résultats positifs pour certaines revendications ouvrières et dans la politique sociale du canton mais, à l'approche de la fin du conflit mondial, la collaboration s'achève en polémiques mutuelles.

La paix sociale n'est que partielle pendant la guerre. Dans le rapport de la CdL pour les années 1938-1944, on peut lire :

> Malgré les appels fréquents à la paix sociale, il n'a pas été possible d'éviter ici et là l'éclatement de grèves pour des raisons de salaire ou à cause du refus patronal de traiter avec l'organisation du personnel[38].

---

[37] Don Luigi Del Pietro, *La corporazione (lineamenti di una riforma sociale ed economica)*, Bellinzone, Istituto editoriale ticinese, 1936. L'idéal de la sociologie catholique de la corporation est écarté en 1945, avec un retour au pur syndicalisme.

[38] Camera e Segretariato del Lavoro del Cantone Ticino, *Rapporti di attività per gli anni dal 1938 al 1944*, Lugano, 1944, p. 54.

Grève chez Beltex à Arzo en 1941. On y voit le jeune avocat Vittorio Torriani, qui sera plus tard, entre 1979 et 1987, président du syndicat. Les travailleuses sont, pour la plupart, des frontalières. Archivio OCST, Lugano.

En 1941, l'OCST conduit l'une des grèves les plus connues, qui touche le secteur de la chemiserie dans le village d'Arzo, à cheval sur la frontière italo-suisse.

La fin de la guerre ouvre une phase critique, caractérisée par de nombreuses grèves, très souvent appuyées ou même organisées par l'OCST. L'arrivée d'une nouvelle vague d'immigrés italiens, souvent par des filières liées à l'Église italienne, va ensuite modifier encore la situation du marché du travail et de l'organisation syndicale au Tessin, mais la dualité syndicale va persister jusqu'à nos jours avec plus ou moins de conflits et des moments de collaboration entre les deux mouvements.

Entre 1941 et 1960, le taux de syndicalisation cantonal passe de 14,3% à 42,8%[39]. Le pluralisme syndical est désormais acquis ; si les méthodes sont les mêmes, le poids des pourparlers et de la lutte n'est pas identique ; cette différence a conduit à un équilibre qui résiste depuis désormais trois quarts de siècle.

---

[39] Gabriele Rossi, *Sindacalismo senza classe. Storia del movimento sindacale nel Ticino dalle origini ottocentesche al secondo dopoguerra*, Bellinzona, dactylographié, 1994, p. 144.